

# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 29 DECEMBRE 1830.

NO. 88

## BELGIQUE.

BRUXELLES, 11 novembre.

La première assemblée vraiment nationale que la Belgique ait connue depuis long-temps, s'est constituée le 10 novembre, avec cette simplicité solennelle qui n'appartient qu'aux fêtes de tout un peuple. Point d'équipages somptueux : point de courtisans ni de valets chamarrés, point de ce fracas qui révèle le besoin de remplacer, par un vain prestige, la dignité qui n'accompagne plus les représentations des cours aux traditions désenchantées de l'ancienne chevalerie.

## CONGRÈS NATIONAL.

Séance du 11 novembre.

Dans la première partie de la séance du 11, on a discuté le projet de règlement; on s'occupe ensuite d'un message important.

M. le président informe le congrès national que le gouvernement provisoire a une communication importante à lui adresser. Il désire connaître le moment où le congrès national pourra le recevoir. Bientôt M. Charles Rogier est introduit dans la salle. Il se place devant le bureau, et dit que le gouvernement provisoire le charge, comme son président du jour, de donner la communication suivante :

« Le gouvernement provisoire, ayant reçu notification de la constitution définitive du congrès national, vient remettre à cet organe légal et régulier du peuple belge le pouvoir provisoire qu'il a exercé, depuis le 24 septembre 1830, dans l'intérêt et avec l'assentiment du pays.

« Il dépose sur le bureau du président la collection des actes et arrêtés que la nécessité des circonstances l'a déterminé à prendre.

Fait à Bruxelles, le 12 novembre 1830.

Signé : Felix de MERODE, Ch. ROGIER, Al. GENDEBIEN, JOLLY, F. de COPPIN, J. VANDERLINDEN.

L'assemblée prend ensuite la détermination exprimée dans la réponse suivante :

« Le congrès national, appréciant les grands services que le gouvernement provisoire a rendus au peuple belge, nous a chargés de vous en témoigner sa vive reconnaissance et celle de la nation dont il est l'organe; il nous a chargés également de vous manifester son désir, sa volonté même de vous voir conserver le pouvoir exécutif jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu par le congrès.

Cette rédaction est approuvée unanimement. La séance est suspendue, les membres du bureau quittent la salle.

Une demi-heure après la séance est reprise. Le président : Les citoyens qui composaient l'ancien gouvernement provisoire ont accepté le mandat du congrès national. Un des membres du bureau va vous faire connaître leur réponse.

M. Nothomb donne lecture de la pièce suivante :

« Le gouvernement provisoire, soumis à la volonté nationale, continuera d'exercer le pouvoir exécutif jusqu'à ce que le congrès national l'ait remplacé par un pouvoir définitif.

« Il est heureux et fier de se voir confirmer dans ses hautes et difficiles fonctions par l'assentiment du congrès national.

Dans la séance du 14, M. de Potter a donné sa démission.

Séance du 13 novembre.

La plus grande partie de cette séance a été consacrée à la discussion du règlement. Ensuite le président a fait connaître à la chambre que la commission de l'adresse avait reçu du gouvernement provisoire communication de l'état des négociations diplomatiques. Cette nouvelle a produit un mouvement marqué d'attention. Voici le compte que le *Courrier des Pays-Bas* rend de cette portion de la séance.

« Le président consulte le bureau et quelques membres de la commission; il reprend : il vous sera donné lecture de ces pièces si vous le désirez.

« De toutes parts : Oui, oui. (Profond silence.)

Un des secrétaires donne lecture de ces pièces :

Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office le 4 novembre 1830.

Présens : Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Sa majesté le roi des Pays-Bas ayant invité les cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en leur qualité de puissances signataires des traités de Paris et de Vienne, qui ont constitué le royaume des Pays-Bas, à délibérer de concert avec sa majesté sur les meilleurs moyens de mettre un terme aux troubles qui ont éclaté dans ses états, et les cours ci-dessus nommées ayant éprouvé, avant même d'avoir reçu cette invitation, un vif désir d'arrêter dans le plus bref délai possible, le désordre et l'effusion de sang, ont concerté par l'organe de leurs ambassadeurs et ministres

accredités à la cour de Londres les déterminations suivantes :

1<sup>o</sup> Aux termes du § 4, de leur protocole du 15 novembre 1818, elles ont invité l'ambassadeur de S. M. le roi des Pays-Bas à se joindre à leurs délibérations.

2<sup>o</sup> Pour accomplir leur résolution d'arrêter l'effusion de sang, elles ont été d'avis qu'une entière cessation d'hostilités devait avoir lieu de part et d'autre.

Les conditions de cet armistice, qui ne préjugeait en rien les questions dont les cinq cours auront à faciliter la solution, seraient telles qu'elles se trouvent indiquées ci-dessous :

De part et d'autre les hostilités cessent complètement.

Les troupes respectives auront à se retirer réciproquement derrière la ligne qui séparait, avant l'époque du traité du 30 mai 1814, les possessions du prince souverain des Provinces-Unies, de celles qui ont été jointes à son territoire pour former le royaume des Pays-Bas, par ledit traité de paix, et par ceux de Vienne et de Paris de l'année 1815.

Les troupes respectives évacueront les places et territoires qu'elles occupent mutuellement au-delà de ladite ligne, dans l'espace de dix jours.

La proposition de cet armistice sera faite au gouvernement de S. M. le roi des Pays-Bas par l'intermédiaire de son ambassadeur présent aux délibérations.

Les termes de ce même armistice seront communiqués en Belgique au nom des cinq cours.

Signé : ESTERHAZY, TALLEYRAND, AERDEEN, BULOW, MATUSCHEWICH.

La réponse du gouvernement provisoire a été favorable.

14 novembre.

— M. C. Rodenbach a déposé une proposition, par laquelle il demande que le congrès consacre par sa déclaration le fait de l'exclusion des Nassau. La proposition doit être discutée à la séance d'aujourd'hui.

## NOUVELLES DE L'ARMÉE. — Du 12 novembre.

La colonne de volontaires partie d'Anvers, le 11 à midi, est arrivée à Westwezel, le même jour, à six heures du soir. Malgré la pluie qui tombait par torrens, nos braves ont montré sur toute la route le meilleur courage et même de la gaieté.

La plus grande partie de la colonne a été logée à Westwezel; quelques détachements sont cantonnés dans les villages environnants. Partout sur leur route et dans leur cantonnement, les volontaires ont été reçus avec cordialité par les habitants.

Les avant-postes sont sur l'extrême frontière.

Le 12, vers une heure après-midi, un escadron de hussards hollandais a attaqué ces avant-postes, mais il s'est replié à la première charge qu'on lui a fait essayer. Plusieurs compagnies ont été sur-le-champ échelonnées sur la grande route. Trois pièces d'artillerie ont été mises en batterie et les canonniers se sont tenus à leur pièce même allumée.

D'après les reconnaissances que les volontaires ont poussées en avant, on peut porter à 5,000 hommes le corps hollandais qu'ils ont en présence; ce corps a beaucoup de cavalerie.

La ligne ennemie s'étend à peu près sur quatre lieues de terrain; le point le plus faible est sur la gauche de la grande route d'Anvers à Breda; l'artillerie est placée sur la route même, un peu en deçà de cette dernière ville.

Tous nos volontaires, réunis vers Westwezel, forment deux bataillons, dont le second est commandé par M. Clément Berlaumont; M. Delfosse commande l'artillerie. L'adhésion du gouvernement provisoire au protocole des puissances doit faire cesser ces hostilités.

— Le nombre des troupes de ligne déjà organisées s'élève à près de 24 mille hommes de toutes armes. (Belge.)

— A Maestricht, les miliciens hollandais, voyant qu'on renvoie les miliciens belges, refusent de faire le service. Ils abandonnent leurs fusils et jettent leurs cartouches aux bourgeois.

— M. de Potter persiste dans l'intention de se retirer du gouvernement.

Venloo est pris! Deux généraux, toute la garnison, tout le matériel, 800 fusils, 115 canons, tout le magasin d'habillements sont en notre pouvoir. Les officiers de grenadiers et chasseurs se sont montrés dignes du nom belge. Ils ont donné l'exemple d'un dévouement admirable.

Le général Schepert, qui commandait Venloo, et un colonel d'artillerie, sont arrivés prisonniers cette nuit à Bruxelles. Leur escorte les a descendus à l'hôtel du pavillon de la régence, où ils sont gardés à vue par six officiers.

— Le *Staats-Courant* de La Haye, du 9 de ce mois, con-

tient un arrêté du roi de Hollande qui déclare les côtes de la Belgique, y compris l'Escaut, en état de blocus.

— Nous pouvons donner comme certaine la nouvelle suivante :

Le roi de Prusse a déclaré qu'il veut la paix, qu'il n'interviendra pas dans les affaires des Pays-Bas, qu'il résistera à certains Petits princes d'Allemagne qui voudraient guerroyer, que la prise de possession du grand-duché de Luxembourg par le gouvernement belge l'a étonné, et qu'il compte sur des explications satisfaisantes à cet égard.

(*Courrier des Pays-Bas.*)

— Le commandant de la station hollandaise dans l'Escaut a notifié aux autorités locales riveraines, que dans le cas où les anciennes limites hollandaises seraient encore dépassées par les soldats belges, il ferait immédiatement sauter l'écluse de la grande digue, ce qui causerait l'inondation de toutes les campagnes jusqu'à Maldegem, Eccloo, Caprik, etc. On assure que M. Dubosch est parti le 12 de ce mois pour Bruxelles, afin de faire à ce sujet au gouvernement provisoire des remontrances tendantes à préserver les propriétaires et les exploitants de ces terres d'une ruine totale.

## ANGLETERRE.

Des troubles sérieux ont éclaté à Londres dans les premiers jours de novembre, et se sont étendus dans les provinces de Kent, de Sussex et du Hampshire. Dans la capitale, ils ont été si violents que, d'après le conseil du lord-maire, le roi s'est décidé à ne pas se rendre au dîner qui chaque année lui est offert dans la cité par ce magistrat. Cette nouvelle fit tomber les fonds de 3 pour cent. Dans la semaine précédente, après le discours du roi, ils étaient tombés de 4 pour cent. Des placards appelant la population aux armes furent affichés de tous côtés, avec des menaces contre Wellington et M. Peel.

LONDRES, 16 novembre.

— L'épreuve des forces respectives du ministère et de l'opposition, que l'on attendait avec une vive impatience, a eu lieu hier à la chambre des communes. Le chancelier de l'échiquier ayant proposé à la chambre formée en comité général des finances, de discuter la proposition des ministres relativement à la nouvelle liste civile, sir H. Parnell a proposé un amendement tendant à ce que la proposition ministérielle fût renvoyée à un comité particulier choisi dans le sein de la chambre. Cet amendement a été adopté à la majorité de 233 voix contre 204, c'est à dire que les ministres ont eu contre eux une différence de 29 voix, ce qui doit paraître considérable d'après l'état actuel de la représentation nationale.

— Pendant que la première division qui ait eu lieu depuis l'ouverture du nouveau parlement devenait si fatale aux ministres dans la chambre basse, celle des lords accueillait favorablement une de leurs propositions, celle relative à la régence, en cas de mort du roi Guillaume IV. Le bill porte que dans ce cas, la duchesse de Kent, mère de l'héritière présomptive, sera régente unique, avec les conseillers responsables dont il est d'usage que le chef de la régence soit assisté. Une clause prévoit le cas de la naissance d'un enfant posthume du roi actuel. Ce serait alors la reine aujourd'hui régnante, qui, en sa qualité de reine-mère, serait régente d'une manière absolument semblable à celle réglée pour la duchesse de Kent.

— *Seconde édition du Courrier.* — Quatre heures. Nous apprenons que tous les ministres ont donné leur démission et que sir R. Peel et les autres ministres qui sont membres de la chambre des communes ont dû aller l'annoncer à cette chambre. On ne sait rien encore relativement à la composition du nouveau cabinet; mais on croit que le roi a consulté sur ce sujet le comte Grey et le marquis de Lansdown. On cite comme devant figurer dans le nouveau cabinet, lord Holland, lord Palmerston, M. Brougham, M. Grant, etc. etc.

Les incendies continuent de se répandre et d'envahir de nouveaux comtés. Celui de Hampshire en est aujourd'hui le théâtre, et l'alarme est d'autant plus grande que c'est dans ce comté qu'est situé Portsmouth et que le premier feu s'est manifesté à Gosport, c'est-à-dire presque aux portes de notre premier arsenal maritime.

— La séance d'hier à la chambre des communes a été remarquable par la présentation du projet de liste civile. Ce projet paraît avoir déçu les espérances des personnes qui comptaient sur une réduction considérable de cette branche des dépenses publiques. En somme, la conduite des ministres



tres à cet égard ne répond pas aux promesses royales, et l'on a un paragraphe de plus à ajouter à ceux du discours du trône qui ont excité un juste mécontentement. L'exposé du chancelier de l'échiquier a été long et embrouillé (quelques personnes pensent que c'est à dessin), et l'on a eu peine à le suivre au milieu des opérations arithmétiques à travers lesquelles il est arrivé à ces conclusions qu'il fallait tirer des poches du peuple 970,000 liv. sterl. pour soutenir la dignité du trône.

Le *Sun* dit de ce discours que c'était un précieux salmigondis, et rappelle au sujet des compensations qu'a présentées le ministre, l'anecdote de cet Irlandais qui, dans la vue d'allonger la couverture de son lit, en avait coupé un bout du côté des pieds pour l'allonger du côté des épaules.

LONDRES, 17 octobre.

CHAMBRE DES LORDS. — (Séance du 16.)

Le duc de Wellington a pris la parole :

Mylords, a-t-il dit, je dois informer vos seigneuries et cette chambre qu'en conséquence de ce qui s'est passé hier soir dans une autre chambre, j'ai pensé qu'il était de mon devoir d'offrir à S. M. ma résignation de la place que, jusqu'à ce moment, j'ai occupée dans les conseils du roi, et qu'il a plu à S. M. d'accepter cette résignation. Je dois informer en outre vos seigneuries que je conserverai mes fonctions jusqu'à ce qu'il ait plu à S. M. de me désigner un successeur. Le noble duc a prononcé ces paroles d'un ton fort bas ; elles n'ont donné lieu à aucune observation de la part de la chambre.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Sir Peel déclare à peu près dans les mêmes termes que le duc de Wellington à la chambre des lords, que S. M. a accepté l'offre de sa résignation.

Lord Althorp s'est ensuite levé et a dit que, puisqu'il n'existait actuellement aucun gouvernement agissant dans le pays, il ne serait pas convenable d'entamer aucun débat de quelque importance, et qu'en conséquence il espérait que son ami M. Brougham ajournerait sa motion annoncée pour ce soir, et relative à la réforme parlementaire.

M. Brougham pense également qu'aucune question de quelque importance ne doit être discutée dans les circonstances présentes ; mais il ne se décide à ajourner sa motion que parce qu'il ne peut se méprendre sur les dispositions de la chambre ; quant à lui, il ne fait que déférer à l'opinion d'autrui ; il ne cède point à la conviction que cet ajournement soit un acte judicieux.

M. Brougham a ajouté que les changements qui étaient sur le point d'avoir lieu dans l'administration ne pouvant point le concerner personnellement, il déclarait positivement que puisqu'il ne pouvait ce soir même faire sa motion, il la remettrait au 26 du présent mois au plus tard, quels que fussent alors les ministres nommés.

Sir R. Peel prend de nouveau la parole pour répondre à l'assertion de lord Althorp, qu'il n'y a plus actuellement de gouvernement dans le pays. Je désire, dit-il, qu'il soit bien connu dans toute l'Angleterre, et je déclare à cet effet que, jusqu'à ce que les sceaux du mon ministère aient passé entre les mains de mon successeur ; je conserve dans mon département la plus entière autorité (applaudissements) et que je ferai usage de tous les pouvoirs que me confèrent mes fonctions, bien persuadé que je trouverai un appui assuré dans cette chambre chaque fois que j'agirai conformément à l'intérêt public. (Vifs applaudissements.)

Après quelques mots d'explication entre lord Althorp et sir R. Peel, la chambre s'est ajournée.

LONDRES, 17 novembre.

Une nouvelle conférence a eu lieu dans la nuit de samedi entre les ministres de S. M. et les ambassadeurs étrangers à l'arrivée soignée des deux commissaires, MM. Cartwright et Bresson, partis récemment de Londres pour les Pays-Bas. Les princes Talleyrand et Esterhazy, comte Matschevitz, baron Bulow, baron Falck, le duc de Wellington, et le comte Aberdeen ont assisté à cette conférence, qui s'est prolongée jusqu'au lendemain à deux heures du matin. Le retour de MM. Cartwright et Bresson a paru d'autant plus subit, qu'ils ont voyagé avec une rapidité extraordinaire, et que leur traversée a été des plus courtes.

Quoique la composition du nouveau ministère anglais ne soit pas définitivement réglée, il est à peu près certain que les personnages désignés ci-après seront appelés à remplir les fonctions suivantes :

Lord Grey, premier lord du trésor.  
Le marquis de Lansdown, président du conseil.  
M. Brougham, lord chancelier.  
Lord Althorp, chancelier de l'échiquier, chef aux communes.  
Lord Palmerston, aux affaires étrangères.  
Lord Holland, au duché de Lancaster.  
Sir James Graham, premier lord de l'armement.  
Lord Melbourne, à l'intérieur.  
M. James Grant, chef du contrôle.  
Lord Durham, garde-du-sceau particulier.  
Lord Goderich, au département chargé des colonies.  
Le marquis d'Anglesea, lord lieutenant en Irlande.  
M. Stanley, secrétaire en Irlande.  
Le duc de Richmond, (master of the Ordinance.)  
M. R. Grant, juge avocat, ou secrétaire de la guerre.  
M. Denman, procureur (attorney) général.  
M. Horne, solliciteur-général.  
Lord Hill, commandant-en-chef.  
Lord Auckland, chef du bureau de commerce.  
Le duc de Devonshire, lord chambellan.  
Lord Plunkett, lord chancelier d'Irlande.  
M. Pennefather, procureur-général d'Irlande.  
MM. Ed. Ellice et Spring Rice, secrétaires du trésor.  
M. Paulet Thornton, trésorier de la marine et vice-président du bureau de commerce.  
M. Ponsonby, lord du trésor et vice-trésorier d'Irlande.  
Lord John Russell, payeur-général de l'armée, et

Sir James Mackintosh (suivant le dire de quelques journaux), juge avocat.

## FRANCE.

— MM. les officiers de la quatrième légion de la garde nationale de Paris se sont réunis hier pour procéder à l'élection d'un colonel, en remplacement de M. de Montalivet. M. le général Bertrand, qui avait été déjà élu colonel de la deuxième légion, et que des motifs de délicatesse avaient empêché d'accepter ces fonctions, a été élu à une grande majorité.

— Un fait qui mérite d'être signalé, c'est que de toutes les parties de la France, des élèves des séminaires se dirigent vers Paris. Notre correspondance est positive à cet égard. On nous écrit à l'instant que deux élèves du séminaire de Reims sont partis, munis de passeports pour la capitale, délivrés sur des recommandations d'hommes étrangers à la ville. Leurs parents, qui n'ont point contribué aux frais de leur voyage, qui ignorent encore sans les recherches qu'ils ont faites à la mairie de Reims, ne savent même pas où sont leurs enfants et dans quel but ils sont partis.

(Gazette des écoles.)

— Le *Moniteur* du 18 novembre contient les ordonnances suivantes.

M. le comte Sébastiani, ministre secrétaire-d'état au département de la marine et des colonies, est nommé ministre secrétaire-d'état au département des affaires étrangères, en remplacement de M. le maréchal marquis Maison, pair de France, dont la démission est acceptée.

M. le comte d'Argout, pair de France, est nommé ministre secrétaire-d'état au département de la marine et des colonies, en remplacement de M. le comte Sébastiani.

M. le maréchal Soult, duc de Dalmatie, pair de France, est nommé ministre secrétaire-d'état au département de la guerre, en remplacement de M. le maréchal comte Gérard, dont la démission est acceptée.

— Des renseignements puisés dans une correspondance particulière donnent lieu de croire qu'une conspiration carliste existe dans quelques-uns de nos départements méridionaux, et qu'elle aurait des ramifications dans le département de la Gironde. On cite des communes où auraient lieu des rassemblements considérables. On signale comme principaux instigateurs un ex-député et un grand seigneur attaché à la maison de l'ex-dauphin.

— Les dernières lettres de Madrid font grand bruit des instructions envoyées à M. le comte d'Olivia, pour qu'il ait à faire de sérieuses représentations au gouvernement français qui a toléré jusqu'ici l'armement et la réunion des réfugiés espagnols sur la frontière. Il doit déclarer qu'en cas où une réponse satisfaisante ne serait pas donnée, l'Espagne établira sur le champ un cordon militaire respectable sur toute la ligne des frontières, qui au besoin devrait agir selon les circonstances, et qu'en outre le paiement de la dette de 80 millions de francs que l'Espagne s'est obligée d'effectuer pour les frais de la guerre de 1823, d'après un traité provisoire, serait suspendu, vu que le système actuel de la France tend à détruire le résultat de cette guerre ; enfin M. d'Olivia ajouterait aussi que les fonds royaux espagnols ayant actuellement cours à Paris pourraient souffrir une baisse énorme par suite de l'interdiction de nos relations et causer aussi un grand préjudice aux habitants de Paris qui en sont possesseurs.

Nous ignorons si ces menaces ridicules ont été faites, mais il est constant que les différends qui pouvaient exister à ce sujet entre l'Espagne et la France ont été aplanis depuis quelque temps et que c'est à la suite de négociations, auxquelles la diplomatie anglaise n'est pas restée étrangère, que les ordres ont été donnés pour faire rentrer dans l'intérieur les réfugiés qui étaient établis dans les provinces limitrophes de la Péninsule.

(Courrier Français.)

— Quoique la junte des réfugiés espagnols ait fait connaître par une sorte de manifeste qu'elle devait être dissoute le 8 mai prochain, et remplacée par une autre, le sous-préfet de Bayonne n'en a pas moins notifié aux membres de cette junte, de se rendre à Bourges et à Linoges dans le plus bref délai. Ces réfugiés ont répondu qu'ils ne s'en iraient que comme prisonniers et contraints par la force ; ils ont même voulu déposer la sous-préfecture une protestation, mais M. le sous-préfet ayant déclaré qu'il ne la recevrait pas, ils ont dû la lui faire tenir par le ministère d'un huissier. Ce magistrat a fait en outre connaître dans la journée du 12, qu'il avait reçu du ministre de nouveaux ordres dans lesquels le général Mina et le colonel Valdès et autres sont nominativement désignés. Ces rigueurs produisent la plus fâcheuse sensation sur l'esprit des habitants.

On écrit de Bayonne, le 15 novembre :

« Les réfugiés sont en mouvement pour l'intérieur. Valdès est parti ce matin. Mina, qui est réellement malade, a demandé et obtenu un délai. Les principaux chefs de son corps partiront demain, ainsi que les membres de la junte. Le vice-roi de Navarre suspend toujours l'exécution des prisonniers français. »

22 novembre.

On prétend que l'ex-roi Charles doit quitter sa résidence auprès d'Edimbourg, pour se rendre dans la capitale du monde chrétien, et y consacrer le reste de sa vie à des pratiques religieuses.

— L'Académie française a procédé au remplacement de MM. Fourier et de Séguier père. Les membres présents étaient au nombre de 27. M. Victor Cousin a été nommé au premier tour de scrutin, et M. Viennet après un ballottage avec M. Benjamin Constant.

— Les fonds autrichiens ont subi une nouvelle baisse. A la bourse du 9 les métalliques 5 pour cent sont tombées à 90, les 4 pour cent à 79½ et les actions de la banque à 992.

— On écrit de Copenhague, 7 novembre :

« On travaille avec beaucoup d'activité dans nos magasins

de marine pour préparer l'équipement de deux vaisseaux de ligne de 80 canons et d'une corvette ; ces bâtiments sont destinés à compléter notre flotte, qui se compose en ce moment de quatre vaisseaux de ligne de 82 ; un de 74 et un de 64 canons ; 8 frégates, dont 4 de 40 et 40 de 36 canons ; 4 corvettes et 3 bricks.

BOURSE DE PARIS, du 19 novembre. — Deux nouvelles importantes ont été connues officiellement à la bourse d'aujourd'hui ; la mort du roi de Naples et le changement complet du ministère anglais.

Le premier de ces événements a produit peu d'influence sur les ducats ; mais le second a causé une vive agitation dans toutes les valeurs.

Il a été annoncé à deux heures et demie, par une dépêche de M. le ministre de l'intérieur et a d'abord amené une réaction assez vive en hausse ; mais, après trois heures, les cours ont de nouveau commencé à se détériorer, et ont fini lourds et offerts.

Le 3 o/o a fléchi de 70 c. sur le cours de fermeture d'hier ; le 5 o/o de 1 fr. ; les ducats de 85 c. ; la rente perpétuelle de 13 o/o.

Les bruits qui avaient couru hier sur de nouveaux troubles en Belgique, ne se sont pas confirmés aujourd'hui ; toutefois un grand nombre de spéculateurs persistent à affirmer que le roi des Pays-Bas n'a accepté l'armistice qu'avec des restrictions qui en rendent la conclusion impossible. 5 o/o 94 fr. 50 c. — 3 o/o 64 fr. 10 c. — Action de la banque 1675 fr.

TOULON, 12 novembre.

(Correspondance particulière.)

Nous avons reçu des nouvelles très satisfaisantes d'Alger par la voie du bateau à vapeur le *Nageur*, qui est dans ce moment mouillé en rade de Marseille.

Le bateau à vapeur le *Sphinx*, commandé par M. Sarlat, lieutenant de vaisseau, a fait en 36 heures le trajet de Toulon à Alger. Le lendemain de son arrivée dans ce dernier port, il a été expédié à Oran pour y remplir une mission auprès du bey. Ce dernier a donné l'assurance que les relations amicales continueraient entre lui et le commandant en chef de l'armée française, et qu'en conséquence une garnison française serait reçue avec plaisir par lui et les habitants d'Oran. D'après ces assurances, 2,000 hommes vont être envoyés sur ce point. A Bone, les habitants attendent impatiemment des troupes françaises pour secouer le joug qui leur est imposé par les tribus voisines, mais une force imposante est nécessaire pour opérer un mouvement favorable aux français, qui ont dans cette ville de nombreux partisans. Il paraît que le général Clausel enverra à Bone 3,000 hommes pour s'emparer de la ville et y tenir garnison au dedans et au dehors dans les redoutes que l'on construira. Grâce à l'habileté du général en chef, au printemps prochain la plus grande partie des populations et des villes de la régence sera soumise à l'armée française sans presque brûler une amorce.

Depuis que le général Clausel est à la tête de l'armée d'expédition, il ne se passe pas de jour que quelque bey ou chef de tribu ne demande l'amitié et la protection de la France. Le bey de Tunis, qui nous a été toujours attaché, vient de faire une démarche qui prouve combien il tient à notre alliance. Il a envoyé au général Clausel, par une députation composée des hommes les plus distingués de la régence, le sabre qu'il a toujours porté, et des dépêches où il exprimait le plaisir qu'il ressentait de l'avoir pour voisin et pour ami. Le général a reçu ces députés avec toute la distinction possible, et a été bien sensible à l'attention de leur maître ; il leur a dit qu'il avait beaucoup d'estime pour le bey de Tunis et que ce bey pouvait compter sur la protection et l'amitié du roi des Français. Des fêtes ont eu lieu à l'occasion de cette réception. Mme d'Attili et son mari, le consul général de Sardaigne, ainsi que quelques autres dames, y ont assisté. Le 3 novembre de grandes manœuvres ont été exécutées par l'armée en présence des envoyés de Tunis ; ils en étaient émerveillés.

Parmi les bâtiments qui sont arrivés à Marseille, il est une goëlette de Tripoli de Barbarie qui amène en France un ambassadeur du pacha de cette régence ; cet envoyé doit bientôt se rendre à Paris.

MAYENCE, 12 novembre.

Le duc de Raguse a séjourné pendant quelque temps en cette ville. Il passait, dit-on, les journées entières à écrire, et ne se montrait pas au-dehors. On ajoute qu'il travaillait à une relation des événements de Paris du mois de juillet dernier, et que la brochure de M. le maréchal déjà livrée à l'impression paraîtra sous peu. Hier, dans l'après-midi, il est parti pour Vienne, accompagné dans son voyage par M. de la Rue.

NAPLES, 9 novembre.

Hier, le roi de Naples est mort à trois heures. Le prince héréditaire a été aussitôt proclamé roi, sous le nom de Ferdinand II.

François, roi des Deux-Siciles, était né le 1er août 1777. Veuf en premières nocces d'une archiduchesse d'Autriche en 1801, remarié en 1802 à la sœur du roi d'Espagne Ferdinand VII, il a eu plusieurs enfants ; le fils qui lui succède est le prince Charles-Ferdinand, né le 10 octobre 1811. François était monté sur le trône le 4 janvier 1825. Il a dernièrement séjourné quelque temps à Paris à son retour d'Espagne. Il était tombé malade pendant ce voyage, et ne s'est jamais relevé depuis.

Les rentes de Naples qui étaient de 67 à 68 quelques jours avant la mort du feu roi, ont monté subitement le 9 à 70.

Le premier acte du nouveau prince a été de conserver toute l'administration actuelle telle qu'elle existait sous son père. Ce prince est âgé de 19 ans ; il avait été généralissime des troupes de son père à 18 ans.

SAINT-PETERSBOURG, 1er novembre.

L'empereur est arrivé hier au soir à Tsarskoë-Sélo. — Le 4 de ce mois, S. M. l'empereur a adressé au sénat-drigeant un ukase qui a pour objet de faire cesser la prohibi-



tion qui s'opposait jusqu'à ce jour à l'exportation des monnaies russes d'or et d'argent.

On mande de Novotcherkask, en date du 10 octobre, que, depuis l'apparition du choléra morbus dans le territoire des cosaques du Don jusqu'à cette date, cette épidémie a emporté 1334 individus, et 438 personnes qui en avaient été atteintes ont été guéries. La ville de Novotcherkask elle-même a eu 614 malades, dont 191 ont été guéris et 418 ont succombé. En général la maladie avait presque entièrement disparu de cette province.

Le jugement par jurés est rétabli dans le département de la Corse.

M. le baron Fain, ancien secrétaire de l'empereur Napoléon, aujourd'hui secrétaire de Louis-Philippe, a été nommé conseiller d'état.

Le maréchal Maison est nommé ambassadeur à Vienne.

## DERNIÈRES NOUVELLES REÇUES PAR LE COLUMBIA.

[Extrait du *London Courier* du 30 novembre.]

Les journaux allemands reçus ce matin, annoncent qu'une armée russe forte de 200,000 hommes, répartie en 7 corps et pourvue de 400 pièces de canon, se rassemble sur la frontière. Le but ostensible de cet armement est le maintien de la paix. Cette déclaration peut bien être sincère, mais d'après l'expérience que nous avons eue des cordons sanitaires, nous n'ajoutons pas beaucoup de foi aux assurances d'intentions pacifiques, lorsqu'elles sont accompagnées de préparatifs de guerre; bien plus, on convient que la continuation de la paix est subordonnée à certains arrangements proposés à Londres, et à des garanties demandées, quant à la conduite future du gouvernement français. Cependant, les Français ne s'endorment point. Une armée considérable sera bientôt prête à entrer en campagne, et la première démonstration hostile contre la Belgique sera le signal de l'irruption en Italie d'une masse de Français enthousiastes, et du renversement dans ce pays du pouvoir autrichien. Nous ne croyons pas que l'empereur de Russie et ses alliés osent courir les hasards d'un semblable débat.

Le commandement de l'armée russe est confié au comte Diebitsch, officier qui s'est distingué par beaucoup de jugement dans la dernière guerre contre les Turcs, mais qui trouvera des supérieurs par centaines parmi les officiers de l'ancienne armée française. Les fonds se placent difficilement à Vienne. Les métalliques sont descendus à 80½; ils ont remonté le 19 à 81½, et les actions de la banque ont été placées à 1058.

PARIS, 27 novembre.

(Correspondance particulière.)

Les nouvelles reçues de la Belgique et de toute la frontière nord de la France paraissent enfin avoir excité l'énergie du gouvernement français. Les efforts les plus extraordinaires ont été commandés pour l'approvisionnement immédiat et l'armement des forteresses, le confectionnement des armes et de tout le matériel, et pour la réorganisation de l'armée. On dit aujourd'hui à la Bourse, que le gouvernement a l'intention de faire occuper, d'ici à trois mois, la ligne de la frontière de Nord par une armée de 150,000 hommes. Quoique l'exécution de ce projet soit bien désirable, il paraît impossible de le réaliser, attendu que l'état de dénûment de tous les moyens d'attaque et de défense dans lequel le gouvernement exclus a laissé le pays, requiert beaucoup plus de temps pour subvenir au déficit.

Au milieu de cette impression générale qu'une guerre est inévitable, chacun se livre à l'espoir d'une intervention favorable de la part des nouveaux ministres anglais, et on se flatte qu'ils pourront arrêter l'explosion dont nous menacent les puissances du Nord; il n'est pas moins vrai que le sentiment dominant est que nous sommes à la veille d'une guerre.

Bourse de Paris, 27 novembre à 4 heures et demie.

Il y a eu beaucoup d'activité dans les affaires, au milieu du plus grand découragement. La guerre, la guerre, la guerre est inévitable, tel est le cri des principaux spéculateurs. Vous verrez par le mouvement des fonds dont je vous adresse le détail quel a été le résultat de cette impression. On a ajouté aux bruits qui circulent, dont la tendance est toujours la baisse des fonds, qu'une armée prussienne a reçu l'ordre de passer le Rhin et de marcher sur Paris. On dit en même temps qu'il ne se trouve point dans nos départements sur la route qu'elle aurait à parcourir une force suffisante pour arrêter ses progrès. L'idée d'un coup-de-main de cette nature, est pourtant trop absurde, pour qu'on y fasse la moindre attention.

J'apprends à l'instant que la garde royale est rappelée.

Du Temps, 27 novembre.

La *Gazette de Mayence* publie l'extrait suivant d'une lettre de Niègue datée du 17 novembre.

Les troupes prussiennes se réunissent sur toute la ligne du territoire belge, le 17<sup>e</sup> régiment est reparti dans les villes et villages de Wankum près de Guelde, jusqu'à Emmerich sur les bords du Rhin. Un régiment de Holans, et un régiment de hussards sont également arrivés dans ce département. Chaque bataillon a de l'artillerie, et des munitions pour une demi-batterie.

Le général Weizach a établi son quartier général à Guelde, le premier bataillon du 17<sup>e</sup> est à Cleves avec son état-major. On entend toutes les nuits le *Qui vive*, des factionnaires. Les voyageurs sont soumis à l'examen le plus rigoureux. L'aspect de toutes ces troupes est militaire et des plus imposants, et leur discipline est d'une sévérité sans exemple. On battit l'appel hier à minuit, et dans moins de cinq minutes toute l'armée depuis Wankum jusqu'au Rhin, fut rangée en bataille.

LONDRES, 30 novembre.

Les journaux de Paris du 28 et une lettre de notre correspondant de même date nous sont parvenus ce matin. Ils accusent une grande activité dans les préparatifs de guerre, de

la part du gouvernement français. Aucun renseignement authentique ne fait connaître jusqu'à quel point sont fondées les craintes d'une rupture entre la Russie, ses alliés, et la France.

*Messenger des Chambres* du 29 novembre.

La Hongrie n'a pas montré autant d'empressement à se soumettre aux desirs de l'empereur d'Autriche, que les journaux du nord voudraient le faire croire. De violents débats ont eu lieu avant qu'on n'ait consenti à accorder 50,000 recrues. La Diète après avoir requis des explications sur la nécessité de cette levée, ne voulait d'abord en consentir qu'une partie, sauf à fournir le reste au printemps.

En conformité des instructions du ministre de la guerre, le général commandant la première division militaire ordonne de rechef aux officiers de tout grade qui se trouvent dans la capitale, d'en partir sur le champ pour se rendre à leurs postes respectifs. Le lieutenant-général prévient tous les officiers qu'on usera de ces mesures les plus sévères envers ceux qui n'obéiraient point à cet ordre.

Un voyageur venant de Russie, qui a traversé les provinces rhénanes appartenant à la Prusse, rapporte qu'on continue à fortifier Coblenz et Cologne.

On remarque la plus grande activité dans le ministère de la guerre français. On dit que le maréchal Soult arrive dans ses bureaux dès quatre heures du matin et, qu'en raison de ce surcroît d'activité, de grands changements ont déjà été produits dans tout ce qui est relatif à l'administration de la guerre.

Une lettre d'Alger, du 8 novembre, annonce que le général en chef devait partir deux jours plus tard à la tête d'un corps de 7 à 8000 hommes. L'objet de l'expédition est de faire une visite au Bey de Tittery, le général en chef est accompagné de M. Volland.

PARIS, 27 novembre.

On annonce que le général Schneider qui est arrivé dernièrement au Lazareth de Toulon est nommé chef d'état-major de l'armée qui va être rassemblée dans le département de la Moselle sous le commandement du maréchal Gérard. Outre ces forces, on dit que trois camps de 100,000 hommes chacun vont être formés à Lille, Metz et Strasbourg. La garde nationale mobile en fera partie.

Le général Schneider était autrefois aide-de-camp du général Rapp, et il paraît que ce qui a déterminé le choix en sa faveur, est sa connaissance parfaite des rives du Rhin, et de la géographie militaire du pays.

LONDRES, 29 novembre.

Nous apprenons qu'au moment du départ de l'estafette, de Paris, un envoyé de la Belgique venait d'arriver dans cette capitale. On n'a aucune donnée certaine sur sa mission, mais l'opinion la plus accréditée est qu'il est chargé d'offrir au fils du roi le trône de la Belgique. Trois princes allemands l'ont déjà refusé, assure-t-on, et certes il n'y a pas lieu d'en être surpris. Les autres puissances pourraient-elles consentir à ce que la Flandre fut ainsi livrée à la France, lorsque leur politique, depuis deux cents ans, a eu principalement pour but de prévenir l'union des deux pays?

(Journal du Soir.)

Le 27 novembre le 3 pour cent français étaient à 61 fr. 25 c.

## ÉTATS-UNIS.

### NEW-YORK.

Les paquebots *York*, *Caledonia*, *Wm. Byrnes* et *Manchester*, de Liverpool, *Ontario* et *Hudson*, de Londres, *Edouard-Bonnaffé* et *Charlemagne*, du Havre, nous avaient donné presque à même temps des nouvelles d'Europe du 23 novembre, lorsque le *Columbia*, parti de Londres le 1<sup>er</sup> décembre, a apporté les journaux anglais jusqu'au 30.

Une guerre générale est imminente en Europe, et le *Journal of Commerce* dit qu'un passager du *Columbia*, ayant quitté Londres quelques heures après l'émission des papiers reçus à New-York, assure avoir vu un supplément au *London Courier* annonçant que la Russie avait déclaré la guerre à la France. Les extraits des journaux que nous avons sous les yeux s'accordent à dire que des armées russes et prussiennes se portent aux frontières, et que la France se prépare à soutenir cette nouvelle irruption du Nord. Trois cent mille soldats vont se trouver dans les rangs; ils seront soutenus par un million de gardes nationales armées et par la population toute entière qui se soulèvera contre l'odieuse intervention de l'étranger. A l'exception de quelques Carlites insensibles à l'honneur et à la gloire de leur pays, la France n'aura qu'une opinion, qu'une pensée, celle de défendre le sol de la patrie; l'indignation enfantera des soldats et royalistes, républicains, impérialistes réunissent leurs efforts pour la sainte cause de l'indépendance nationale.

Un nouveau changement a eu lieu dans le ministère français; le général Sebastiani a pris le portefeuille des affaires étrangères à la place du maréchal Maison; M. d'Argout a été nommé ministre de la marine; et le maréchal Gérard, menacé de perdre la vue, s'étant trouvé dans l'impossibilité de continuer son service, a été remplacé au ministère de la guerre par le maréchal Soult. Dans un pareil moment nous ne rappellerons pas quelques irrégularités dans le caractère et la conduite du duc de Dalmatie depuis 1815; nous ne verrons que le général illustre et l'organisateur habile. Le gouvernement ne pouvait faire un meilleur choix.

Le roi de Naples est mort, et son fils Ferdinand, âgé de 19 ans, lui a succédé. Les journaux semblent espérer beaucoup de ce jeune homme qui à son avènement a laissé échapper quelques paroles libérales. C'est d'usage: Charles X, lorsqu'il est monté sur le trône, n'a-t-il pas rendu à la France la liberté de la presse? et d'ailleurs que signifie l'opinion d'un roi de Naples sous la férule des Autrichiens.

L'Angleterre n'est pas exempte des troubles qui éclatent de tant de côtés en Europe, et c'est une chose assez curieuse que de voir le mécontentement qui règne sur cette terre aux institutions libérales, lorsque l'Espagne se montre si apathique sous le gouvernement le plus despotique et le plus faible en même temps. Le 30 novembre la tranquillité était loin d'être rétablie.

Le parti *whig* triomphe en Angleterre, et lord Wellington ainsi que tous ses collègues a quitté le ministère. Sa chute paraissait être certaine, car en supposant qu'il eut résisté à ce premier choc, il devait succomber dans la question de la réforme parlementaire. L'opposition de gauche arrivant au pouvoir dans le même instant en France et en Angleterre, sera cause d'un rapprochement plus intime encore entre les deux cabinets, et le gouvernement français n'aura plus à craindre l'arrière pensée de l'un des plus grands soutiens de l'ancienne sainte alliance. Ce changement est d'une haute importance pour la France dans les événements qui se préparent.

La nouvelle de la défaite de Mina, de Valdès et de leurs généreux compagnons est malheureusement confirmée. Repoussés par les troupes Espagnoles, arrêtés par les autorités françaises qui d'avance avaient paralysé leurs moyens de succès en saisissant les armes, les munitions, et jusqu'aux vêtements qui leur étaient destinés, ils sont conduits, contre leur volonté, dans les provinces de l'intérieur. Ces actes sévères du gouvernement pouvaient être inspirés par une sage politique; nous doutons cependant qu'ils réconcilient Ferdinand VII avec le nouveau souverain et les institutions de la France, et malgré tous ces ménagements, les prétextes ne lui manqueront pas pour leur donner bientôt la mesure de sa reconnaissance. Dans un discours prononcé à la chambre des députés, le maréchal Maison, après avoir donné les assurances les plus positives des dispositions pacifiques que témoignaient les puissances étrangères, n'avait pas dissimulé que le gouvernement désirait établir solidement la liberté en France, sans s'inquiéter des peuples qui souffrent; les nouvelles que nous recevons par le *Columbia* indiqueraient que cette politique égoïste n'était pas celle qu'il fallait suivre, et que mieux aurait valu jeter la révolution chez tous les voisins de la France, que de leur laisser le temps de préparer leurs moyens pour renverser un état de choses qu'ils ne pouvaient voir qu'avec terreur.

Par l'*Edouard Bonnaffé* et le *Charlemagne*, nous avons reçu à la fois deux lettres de notre Correspondant Parisien. Nous les mettons aujourd'hui sous les yeux de nos lecteurs.

## LETTRES ÉCRITES DE FRANCE, AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

No. LXI.

PARIS, 9 novembre.

MONSIEUR,

Enfin, après un mois de tergiversations, notre ministère est changé; il y a eu lutte sans obstacles réels, indécision sans but, puisque la marche du gouvernement est toute tracée et qu'il ne peut vouloir qu'une chose, la liberté; mais il paraît qu'il est difficile de trouver des hommes qui marchent sans regarder ni à droite, ni à gauche, et qui ne s'arrêtent pas en route pour faire des concessions désastreuses à la masse et qui ne profitent qu'à des fidélités avides et anti-patriotiques. M. Casimir Perrier a refusé le ministère des finances. On a fait sonner fort haut ce refus qui tient tout simplement à ce que ce député est aujourd'hui d'une santé chancelante, et à ce qu'ayant repoussé dans le premier moment les événements de juillet, il a été dépassé par eux; M. Casimir Perrier est un homme consciencieux auquel le rôle de M. Dupin ne va pas, et qui a préféré l'obscurité à une fausse position.

Vous connaissez notre nouveau ministère. Sans parler ici de M. Laffitte ou du général Maison, vous savez qu'on y remarque M. Mérilhou, avocat distingué, dont les paroles ont l'importance qu'on accorde aux jurisconsultes les plus profonds; on dit cependant que son éloquence manque de rapidité, il a besoin du silence du cabinet et du mystère de la nuit pour motiver ses opinions et pour défendre ses causes; la soudaineté de la tribune ne lui ira pas, et on pense qu'au ministère il sera inférieur à lui-même.

L'homme pour lequel les événements de juillet se trouvent, selon nous, avoir été les plus favorables, est M. le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur. M. de Montalivet est un jeune homme de vingt-neuf ans; pair de France, il n'a point encore voix à la chambre; son père a marqué avec éclat sous l'Empire, et lui se trouve tout naturellement à la tête de cette jeune France dont on attend de si grandes choses et qui se plaignait, avec raison, d'être dédaignée sous Charles X. Le ministre de l'intérieur est le camarade d'une foule de jeunes gens qui, n'ayant pas les mêmes avantages de fortune que lui, ont cherché à se faire une position dans les arts,



dans les lettres et dans les journaux, de façon qu'il échange le toi du collège avec le journaliste qui vient prendre le relâche de la séance des pairs ou des députés, à laquelle il assiste en habit brodé de ministre, et que l'artiste qu'il appelle auprès de lui pour lui confier un travail, lui répond : — Oui, Camille, tu as raison. Cela est tout simple, et cela nous paraît en même temps le gage d'une popularité que M. de Montalivet pourra facilement conserver et agrandir. Son rôle est beau et il va être chargé de la présentation de deux lois qui peuvent lui assurer à jamais la reconnaissance et l'amour du pays : la loi sur les élections et la loi communale. Qu'il nous donne des électeurs à deux cents francs et des éligibles qui ne soient soumis à aucun cens, que les communes elles-mêmes nomment leurs maires, et la tâche de M. de Montalivet sera d'autant mieux remplie que beaucoup de gens s'efforcent de la représenter comme au-dessus de ses forces et de son âge.

L'affaire des ex-ministres n'occupe plus les imaginations comme elle le faisait il y a huit jours. L'extrême mobilité du public français en est cause, mais elle se réveillera en temps et lieu, et en attendant on cherche à gagner des jours et des mois. Il avait été décidé que le procès s'ouvrirait le quinze décembre. On a parlé d'une réclamation des marchands de Paris qui demandaient à ce qu'on ne s'engageât pas dans une affaire aussi sérieuse à l'approche des fêtes du jour de l'an, et il paraît que les débats ne s'ouvriront qu'en janvier : il me semble que le changement de ministère est fâcheux pour MM. Polignac et Peyronnet, et que les doctrinaires leur valaient mieux que la gauche.

Le faubourg Saint-Germain n'émigre plus autant qu'il le faisait, les reconnaissances des rois de l'Europe arrêtent les chevaux de poste de l'aristocratie et l'incendie d'Anvers est un coup mortel pour le pouvoir absolu. Rien ne dure que ce qui vient progressivement, a dit M<sup>me</sup> de Staël, or depuis quarante ans, après une république, un consulat, un empire, deux soi-disant restaurations, la France a eu le temps nécessaire pour que ses progrès soient durables.

Je vous ai dit dans ma dernière lettre qu'il n'y avait plus de censure et que la liberté du théâtre était entière, on en a profité pour faire surgir la grande figure de Napoléon, mais trop de mains inhabiles se sont emparées de ce beau sujet et ont démonétisé le génie ; ces pièces passeront avant que la gloire de l'empereur qui croit tous les jours soit arrivée à son apogée. Il y a cependant des auteurs qui ont employé autrement la liberté du théâtre. Vous connaissez, sans doute, la réputation littéraire de M. Scribe, cet auteur fécond et spirituel avait transformé le Gymnase en un boudoir élégant, avec ses tapis de Perse, ses lustres de cristaux et ses meubles d'acajou ; une plaisanterie moqueuse, un respect parfait pour les convenances qu'exigent le rang et la fortune, avec l'art de présenter le contre-pied des choses naturelles comme inévitable dans la société, voilà quel était le pivot éternel du répertoire d'un théâtre qui marchait sous le patronage de la duchesse de Berry ; après les jours de juillet le Gymnase a arboré les trois couleurs et a suivi son chemin. La semaine passée enfin M. Scribe a fait représenter une pièce qui n'est autre chose qu'un proverbe inséré dans la *Revue de Paris*. Le proverbe avait réussi, mais nul ne sait mieux que M. Scribe, combien il y a de choses qui passent dans le cabinet et qui reviennent à la scène ; ceux qui sont dans le secret de ses travaux et de son talent, connaissent jusques où va sa timidité habituelle sur ce point ; c'est l'homme du monde le plus spirituel et le plus craintif, et quelquefois il a été plat plutôt que de courir le moindre hasard dramatique. Dans la pièce dont il s'agit et qui se nomme *Fra Ambrosio*, il a représenté un moine tourmenté de son célibat, et cédant aux attrait du vice. Ce tableau exposé à tous les yeux a révolté, la pudeur publique s'est indignée, des femmes toutes confuses ont quitté leurs loges, et la pièce n'a point été achevée. Maintenant que signifie cette mauvaise action littéraire ? M. Scribe a-t-il péché par ignorance ? nous ne le croyons pas ; cependant il n'y a que ce moyen pour l'excuser. On dit que M. Scribe a voulu se servir de cette voie pour faire sentir la nécessité de la censure, parce que la censure est nécessaire à son genre de talent ; en effet M. Scribe a l'art de tourner autour des choses défendues, de louvoyer auprès des difficultés, de dire et de ne dire pas ; il excelle à faire pressentir un trait hostile qui n'arrive pas ou qu'il tourne habilement en louange, cela lui donne une fleur d'opposition ; un cachet particulier qui est tout le secret de sa sympathie avec le public, et pour cela il faut qu'il y ait des choses défendues. Nous ne croyons point à ce calcul qui serait aussi immoral que déshonorant pour l'homme de lettres qui s'y serait abandonné, nous aimons mieux penser que le succès des proverbes écrits a trompé l'auteur de la pièce, et regarder le fait de la chute de *Fra Ambrosio* comme un accident heureux qui prouve que le public parisien a assez de goût, de tact et de moralité pour qu'on ne mette pas de censeurs entre lui et ses plaisirs, et qu'il sait faire justice lui-même de ce qui répugne à l'honnêteté et aux bonnes mœurs.

Agréez, Monsieur, etc.

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

No. LXII.

PARIS, 18 novembre 1830.

MONSIEUR,

Nous avons encore eu ici un changement de ministère ;

ces changements fréquents, de gens qui ne font pas avancer d'un pas les affaires de la nation, doivent vous étonner. Nous sommes de même ici, nous nous demandons quelle plus belle partie peuvent avoir ces hommes d'état, pour faire marcher un peuple dans sa force et dans sa liberté, et si avec un roi comme le nôtre, ce n'est pas une espèce de trahison que de ne pas asseoir un gouvernement nouveau et reconnu par toutes les puissances, sur des bases larges et libres. Mais loin de là, notre glorieuse révolution fait peur à ceux qui nous gouvernent, elle a dépassé la chambre des députés, qui ne la regarde qu'en tremblant, et qui en éloigne les conséquences de tout son pouvoir ; ainsi une proposition de M. Favonx qui tendait à l'affranchissement des journaux en diminuant les frais de timbre et le cautionnement, a été repoussée par la chambre des députés, et la presse périodique languit encore dans les entraves financières qui la garottaient sous Charles X. On dit qu'un désir de popularité a saisi la chambre des pairs, et qu'elle va renouveler dans son sein la proposition Favonx, sous des formes encore plus sages et plus constitutionnelles ; si ce fait est exact, la chambre des pairs grandira aux yeux de la nation et ses travaux prendront une importance qu'on leur refuse jusques à aujourd'hui.

M. le maréchal Soult a remplacé au ministère de la guerre le maréchal Gérard ; cette nomination n'est pas encore certaine, ne fait pas plaisir ; le caractère dur du maréchal, ses formes impérieuses, ne paraissent pas s'accorder avec le gouvernement constitutionnel ; deux choses indisposent aussi contre lui, en 1814, il proposa l'érection d'un monument aux émigrés qui périrent à Quiberon. La faction Carliste a toujours considéré ces victimes comme les modèles de l'honneur et de la fidélité, mais la nation n'a jamais vu, avec raison, dans les émigrés de Quiberon, que des Français qui s'armèrent contre leur patrie et appelaient l'étranger ; un maréchal de l'Empire, un homme dont la révolution de 93 a fait la fortune semblait devoir penser comme la nation. Plus tard le maréchal Soult obéit si singulièrement à des exigences de cour, qu'on le vit porter des cierges dans les églises, cette conduite jésuitique l'exposa à de longues railleries et on se rappelle tout cela.

La marine est donnée à M. d'Argout, pair de France ; c'est un homme positif, travailleur, et qui, à ce que l'on assure, est entré franchement dans le nouveau gouvernement. Le général Sebastiani passe aux affaires étrangères ; les mutations continuelles de ce ministre qui va ainsi d'une spécialité à l'autre, feraient croire qu'il est propre à tout ou à rien ; c'est un homme de beaucoup d'esprit, mais qui a en lui-même beaucoup plus de confiance qu'il n'en inspire ; il remplace M. le maréchal Maison ; ce dernier a préféré l'ambassade de Vienne au ministère, sans doute à cause des difficultés que lui présente la tribune. Le général Gérard s'est retiré des affaires, sa vue l'abandonne et ses yeux ont besoin de repos. Cette composition nouvelle paraît devoir durer, mais tout entrave et tout gêne, les affaires ne marchent pas et l'on peut accuser les députés de jeter ça et là des mots et des incidents qui arrêtent tout. Ainsi on a délibéré à la chambre si les deux commissaires qu'elle a nommés pour la représenter dans le procès des ministres pouvaient continuer leur mandat, aujourd'hui qu'ils ne sont plus députés eux-mêmes ; ainsi M. Guizot a saisi une occasion de hasard pour donner son opinion sur ce procès et pour dire qu'il ne convenait pas d'ensanglanter notre révolution. Il est évident qu'il veut sauver les coupables, le faubourg Saint-Germain tient à la tête de Polignac comme à un principe ; on sait que Charles X est disposé à tous les sacrifices pour en venir à bout, et l'avis sur l'acquiescement ou la condamnation des ex-ministres est aujourd'hui une affaire d'opinion dans laquelle il ne s'agit plus des hommes, mais d'une espèce de légitimité de noblesse et d'aristocratie qui, si elle triomphait, donnerait un démenti complet aux événements de juillet.

On prête à M. Guizot, déjà si impopulaire, un mot qui a fait disparaître la légère sympathie qui existait encore entre lui et la nation ; il aurait dit : qu'en repavan la ville il ensevelirait la révolution sous les pavés. Si le mot est vrai, il est aussi ridicule que faux ; M. Guizot peut être estimé dans sa coterie, distingué dans ses cercles, mais il n'a rien de ce qui est nécessaire ni pour faire naître, ni pour tuer les révolutions, c'est un homme dont la voix n'a point d'écho, et pour lequel l'histoire n'a point de leçons si, depuis quatre mois, il n'a pas appris que les pavés de Paris se soulèvent d'eux-mêmes.

Les prêtres continuent leurs sourdes démarches et leur ridicule opposition, ici on refuse de prier pour le roi, là on chante en vrai jésuite *Domine salvum fac gregem* ; toutes ces puérilités naïves et immorales tomberaient devant un bon arrêt bien juste, comme dit Figaro, et que tous les citoyens se prouveraient ; la mollesse et l'incurie du gouvernement ne se conçoivent pas.

L'abbé de la Mennais, homme habile et dangereux, publie un journal, *L'Avenir*, dans lequel il demande que le clergé ne soit point entretenu aux frais de l'état ; vous sentez tout ce que cette proposition a de séduisant d'abord et après mûre réflexion, de périlleux. Si les prêtres n'étaient point entretenus par la nation, il faudrait leur permettre de recevoir des dons, et au

bout de quelque temps ils auraient bouleversé toutes les fortunes et seraient devenus la classe la plus riche de France.

La crise pénible où nous nous trouvons ne tient à rien, il ne faut que souffler dessus pour l'éloigner et pour l'effacer, et comme nous sommes bon patriote, nous ne pouvons pas vous dissimuler le chagrin que nous cause l'état présent des affaires.

Agréez, Monsieur, etc.

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

## ANNONCES.

Mme. V. J. ARTIGUENAVE qui a professé avec succès à Paris et dix ans à New-York, l'honneur de faire part aux dames de cette ville, qu'elle a ouvert, le 20 de ce mois, un Cours de Musique, et de Forte Piano, qui aura lieu trois fois par semaine, le lundi, mercredi et samedi, de dix à quatre heures ; le prix est de \$25 par quartier.

Mme. A. joindra à ce cours de musique, un Cours de Langue Française, le mardi, jeudi et samedi, de dix heures du matin à deux heures de l'après-midi. Le prix du quartier est de \$10.

No. 63 Murray street.

## KEEPAKE AMÉRICAIN.

Le sous-signe vient de publier : *Keepsake Américain* ; morceaux choisis et inédits de littérature contemporaine. 1 volume avec 12 belles gravures. Prix, relié en soie \$2 50, en veau fers froids, do. \$2 tranché \$3, en maroquin riche, do. sur tranché, \$4, en maroquin à vignettes, doré sur tranché, \$5, en mosaïque \$3 50.

Le *Keepsake* est imprimé, sur beau papier velin, par Rignoux ; les reliures ont été confiées par Thourven. Les gravures sont de Durand, Ellis, Naylor, etc. La partie littéraire consiste de morceaux inédits en prose et en vers des auteurs suivants : Anselot, de Béanger, Bérthoud, de Châteaubaud, Deschamps, Desbordes-Valmore, Doudain, Drouineau, Fontan, M<sup>re</sup> D. Gay, E. de Girardin, Victor Hugo, J. Janin, Lamotte, Latouché, de Lecluse, Liechtenberg, Mignet, de Musset, Ch. Nodier, Reynier, Desbarbat, Saint-Marc-Girardin, de Ségur, Soulié, Soumet, Sue, Tissot, de Wailly, de Walsh.

Foreign and Classical Bookstore,

CHARLES DE BÉANGER, Director,

105 Broadway, New-York,

32 South-sixth-street, Philadelphie.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensionnats de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières.

Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8.

Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, de six à huit heures.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie d'orme, genièvre et rhum en bouteilles, dattes, jeunne ou futs en entrepôt ; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Medoc, Hermitage, Côte-Rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscad, trappin, Champagne en bouteilles et en puits, etc.

M. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait s'en procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuissons d'oie, volailles, canards, conifères, etc. tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

M. Collet peut également disposer de quelques appartements bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

## CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* et à M. Wm. A. WISART, Caissier du Journal.

A PHILADELPHIE, MM. F. HUTTNER.  
BALTIMORE, ALFRED MORTON.  
WASHINGTON, D. C., FISHER THOMPSON.  
NORFOLK, Va., PASCAL SCHISANO.  
SAVANNAH, JOSEPH AUZÉ.  
AUGUSTA, (Ga.), J. P. SETZE.  
CHARLESTON, JUL. TAVEL.  
N.-ORLÉANS, F. GILLET & Cie.  
OPELOUSAS, L., CHS. THIENEMAN.  
DONALDSONVILLE, L., FRS. LEFORT, D. de P.  
BATON-ROUGE, L., LOUIS SHEPPERS.  
PLAQUEMINE, L., LS. DESOBRY, D. de P.  
ST.-MARTINSVILLE, L., ADRIAN DUMARTRAIT.  
VERMILIONVILLE, L., E. CHAIX, Directeur de la Poste.  
MOBILE, Alabama, BASIL MESLIER.  
ST.-LOUIS, Missouri, GABRIEL PAUL.  
NASHVILLE, Tenn., PAUL NEGRIN.  
WASHINGTON, N.-Y., JOSEPH DU COMMUN.  
ALBANY, N. Y., E. CROSWELL, Albany Argus.  
TROT. N. Y., F. ADANCOURT.  
UTICA, SAMUEL D. DAKIN.  
BURLINGTON, Vt., CHAUNCEY GOODRICH.  
BOSTON, F. SALES, Foreign Book-Store.  
No. 35 Washington street.  
POTLAND, Me., SAMUEL COLMAN.  
QUÉBEC, NEILSON & COWAN.  
MONTREAL, E. FAERE.  
ST.-THOMAS, JOHN THOMSON.  
PORTO-RICO, ROUSSEAU & Cie.  
ST.-JAGO DE CUBA, JOHN M. DIONIS.  
ST.-PIERRE, MARTINIQUE, SEGRETAINE.  
POINTE-A-PITRE, GUADELOUPE, EDOUARD GRISOLLE.  
CARTHAGENE, DON JOSÉ DE LA COYA.  
HAYANNAH, FERRAND DE BEAUDIER.  
PORT-AU-PRINCE, FERRAND DE BEAUDIER.

## PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cent pour chacune des fois suivantes.